

Cote du document: EB 2020/131/R.X  
Point de l'ordre du jour: x  
Date: 20 octobre 2020  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

## **Rapport du Président**

### **Proposition de prêt**

### **République-Unie de Tanzanie**

### **Programme de développement de l'agriculture et de la pêche**

Numéro du programme: 2000001519.

#### **Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration**

##### Responsables:

##### Questions techniques:

##### **Sara Mbago-Bhunu**

Directrice régionale  
Division Afrique orientale et australe  
téléphone: +39 06 5459 2838  
courriel: s.mbago-bhunu@ifad.org

##### **Francesco Rispoli**

Directeur de pays  
téléphone: +39 36 6661 9239  
courriel: f.rispoli@ifad.org

##### Transmission des documents:

##### **Deirdre Mc Grenra**

Cheffe  
Gouvernance institutionnelle et  
relations avec les États membres  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente et unième session  
Rome, 7-9 décembre 2020

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

### Table des matières

<b>Carte de la zone du programme</b>	<b>ii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iii</b>
<b>I. Contexte</b>	<b>1</b>
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	3
<b>II. Description du programme</b>	<b>3</b>
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, résultats et activités	4
C. Théorie du changement	5
D. Alignement, appropriation et partenariats	5
E. Coût, avantages et financement	6
<b>III. Risques</b>	<b>9</b>
A. Risques et mesures d'atténuation	9
B. Catégorie environnementale et sociale	10
C. Classement au regard des risques climatiques	10
D. Soutenabilité de la dette	10
<b>IV. Mise en œuvre</b>	<b>10</b>
A. Cadre organisationnel	10
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	12
C. Plans d'exécution	12
<b>V. Instruments et pouvoirs juridiques</b>	<b>13</b>
<b>VI. Recommandation</b>	<b>13</b>

### Appendices

- I. Negotiated financing agreement (Un exemplaire de l'accord de financement négocié sera mis à disposition avant la session.)
- II. Logical framework
- III. Integrated programme risk matrix

---

#### Équipe d'exécution du programme

---

Directrice régionale:	Sara Mbago-Bhunu
Directeur de pays:	Francesco Rispoli
Responsable technique du programme:	Richard Abila
Responsable des finances:	Caroline Alupo
Spécialiste climat et environnement:	Paxina Chileshe
Juriste:	María Fernanda Miranda Munoz

---

## Carte de la zone du programme



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Source: FIDA, 10/09/2020

## Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	République-Unie de Tanzanie, représentée par le Ministère des finances et de la planification
<b>Emprunteur:</b>	République-Unie de Tanzanie, représentée par le Ministère des finances et de la planification
<b>Organisme d'exécution:</b>	Cabinet du Premier Ministre
<b>Coût total du programme:</b>	76,8 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	58,8 millions d'USD
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	Prêt particulièrement concessionnel
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	7,8 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	1,7 million d'USD
<b>Contribution du secteur privé:</b>	8,5 millions d'USD
<b>Montant du financement du FIDA (action climatique):</b>	13,9 millions d'USD
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 58.

### I. Contexte

#### A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

##### Contexte national

1. La République-Unie de Tanzanie fait partie des pays les plus performants de l'Afrique subsaharienne sur le plan économique, avec une croissance soutenue de son produit intérieur brut (PIB) évaluée à 6,5% en moyenne au cours de la dernière décennie. Il est prévu que cette croissance ralentisse pour passer à 2,5% en 2020 avant de rebondir jusqu'à 5,5% en 2021, si la pandémie de COVID-19 perdure jusqu'à fin 2020. L'endettement public est actuellement soutenable, tous les indicateurs d'endettement s'établissant bien en-deçà des seuils prescrits.
2. **Pauvreté, développement humain et démographie.** En 2017, la République-Unie de Tanzanie s'est classée 154<sup>e</sup> sur 189 pays, avec un indice de développement humain égal à 0,528<sup>1</sup>. Le pourcentage de personnes vivant en situation de pauvreté a baissé, passant de 34,4% en 2007 à 26,4% en 2018, mais le taux de pauvreté en milieu rural reste deux fois plus élevé (31,3%) qu'en milieu urbain (15,8%). La pauvreté est également plus marquée dans les zones arides et semi-arides et particulièrement courante sur le littoral, où les ménages vivent de la pêche.
3. **Agriculture et sécurité alimentaire.** En 2018, la production agricole a contribué approximativement à 29,1% du PIB et à 47% des exportations, et a fourni un emploi à quelque 66,3% des ménages tanzaniens tout en satisfaisant 95% des besoins alimentaires du pays. Le pays dispose de 95,5 millions d'hectares de terres, dont 44 millions d'hectares sont classés comme arables et dont seulement 23% sont cultivés. Environ 80% de la production agricole provient de petites exploitations pratiquant une agriculture pluviale à faible apport d'intrants, particulièrement vulnérables face à la variabilité et aux changements climatiques.
4. La zone économique exclusive du pays dans l'océan Indien, couvrant une superficie de 223 000 kilomètres carré, est difficile d'accès pour les pêcheurs locaux, qui n'ont pas les capacités nécessaires et l'expérience suffisante, ni les navires adaptés à la pêche en haute mer. D'un autre côté, la demande nationale en matériel de reproduction de poisson est estimée à plus de 86 millions d'alevins, pour une production actuelle de 21 millions environ. Plus de 30% des protéines animales consommées en République-Unie de Tanzanie proviennent du poisson.
5. **Politiques et programmes.** La deuxième phase du Programme de développement du secteur agricole (2017/2018 à 2027/2028) vise à transformer le secteur agricole pour favoriser un accroissement de la productivité, des activités de commercialisation et des revenus des petits exploitants, à l'appui d'une amélioration des moyens d'existence, de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Le Programme de développement de l'agriculture et de la pêche est entièrement cohérent avec la deuxième phase de ce programme, du fait de ses deux axes prioritaires: la production végétale et la pêche.

<sup>1</sup> Voir <http://hdr.undp.org/sites/default/files/Country-Profiles/TZA.pdf>.

### Aspects particuliers relatifs aux thématiques que le FIDA doit transversaliser en priorité

6. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11), le programme a été classé comme:
  - incluant un financement climatique;
  - axé sur la nutrition.
7. **Genre.** La République-Unie de Tanzanie se classe 150<sup>e</sup> sur 160 pays selon l'indice d'inégalité de genre de 2019<sup>2</sup>. Les femmes représentent 52% de la main-d'œuvre dans le secteur agricole, mais la contribution des femmes à l'économie rurale tanzanienne est sous-estimée. Dans la population agricole féminine totale, seulement 27% des femmes possèdent des terres, ce qui est faible comparé aux 73% d'hommes propriétaires au sein de la population agricole masculine.
8. **Jeunes.** La population tanzanienne est jeune, avec approximativement 47% des habitants âgés de moins de 15 ans et 32% dont l'âge est compris entre 15 et 34 ans. En 2019, le taux de chômage des jeunes s'établissait à 11,5%. Le secteur agricole assure l'emploi de 22,9% de la population active tanzanienne jeune. Chaque année, le nombre de jeunes (femmes et hommes) entrant sur le marché du travail avec un faible niveau d'éducation et de qualification professionnelle est estimé à 800 000.
9. **Nutrition.** Le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté, passant de 12,2 millions (2004-2006) à 14,1 millions (2017-2019), alors que la prévalence de la sous-alimentation dans la population totale a baissé, passant de 31,7% à 25,0% pendant la même période. Environ 32% des enfants de moins de 5 ans accusent un retard de croissance ou sont de petite taille pour leur âge, en raison d'une malnutrition chronique.
10. **Environnement et changements climatiques.** Il est prévu que les changements climatiques exacerbent la sécheresse dans les régions semi-arides du pays, les estimations montrant que 61% des terres y seraient touchées. Les principaux effets des changements climatiques sur la pêche sont la destruction ou la dégradation des frayères et des zones d'alevinage et de nourrissage du poisson. La hausse de la température de la surface des océans et l'acidification de ces derniers sont considérées comme les principales menaces pesant sur les récifs coralliens.

### Justification de l'intervention du FIDA

11. Pour accélérer la mise en œuvre de la deuxième phase du Programme de développement du secteur agricole et la production de résultats susceptibles d'être reproduits à grande échelle, le Gouvernement tanzanien a sollicité une assistance dans deux domaines prioritaires de ce programme. Le FIDA appuie le secteur agricole du pays depuis 1980, et est considéré par le gouvernement comme un partenaire fiable, encourageant systématiquement une transformation inclusive du monde rural.
12. Le Programme de développement de l'agriculture et de la pêche repose sur une approche inclusive des systèmes alimentaires allant au-delà de l'accroissement de la productivité pour contribuer à quatre objectifs essentiels liés à la mise en place de systèmes alimentaires durables: i) assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle; ii) offrir des moyens d'existence et des emplois décents à l'ensemble des acteurs des systèmes alimentaires, notamment les petits agriculteurs, les femmes et les jeunes; iii) contribuer à la mise en place d'une gouvernance

<sup>2</sup> Programme des Nations Unies pour le développement, Rapport sur le développement humain, 2019. Voir <http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2019.pdf>.

inclusive et à la réduction des inégalités entre parties prenantes et entre territoires; iv) limiter les effets des changements climatiques.

## B. Enseignements tirés

### 13. **S’attaquer aux principales difficultés rencontrées pour améliorer l’offre de semences de qualité et l’accès des agriculteurs à ce type de semences.**

Le Programme de développement de l’agriculture et de la pêche s’appuie sur les enseignements tirés de l’expérience du FIDA en matière d’appui aux systèmes semenciers paysans<sup>3</sup>, qui soulignent la nécessité: de mieux comprendre les besoins des parties prenantes et des marchés; d’accorder la même attention à l’offre, à la demande et à l’utilisation des semences; de garantir l’appui à long terme de la production de semences des premières générations; de renforcer les organismes nationaux chargés de la certification des semences.

### 14. **Reproduire à plus grande échelle les innovations dans le secteur de l’aquaculture.**

Les principaux enseignements tirés des projets en faveur de l’aquaculture conduits par le FIDA dans cette région sont les suivants: il faut adopter une approche globale dans le domaine du renforcement des capacités; en matière de vulgarisation, il est utile de travailler par l’intermédiaire des organisations paysannes; le système des intrants aquacoles est entravé par des contraintes majeures.

### 15. **Promotion des partenariats public-privé-producteurs.**

L’approche des partenariats public-privé producteurs (4P) s’avère efficace s’agissant de mobiliser des financements, de promouvoir le partage des risques, d’encourager l’innovation et d’améliorer l’intégration des petits exploitants dans les filières rentables.

## II. Description du programme

### A. Objectifs, zone d’intervention et groupes cibles

#### 16. L’objectif global du Programme de développement de l’agriculture et de la pêche est de contribuer à la mise en place de systèmes alimentaires inclusifs permettant d’améliorer les moyens d’existence, la sécurité alimentaire, la nutrition et la résilience face aux aléas climatiques. Son objectif en matière de développement est d’améliorer la productivité durable, la résilience, la rentabilité et la commercialisation dans les filières de certaines semences végétales, de la pêche et de l’aquaculture, tout en accordant une attention particulière à l’autonomisation des femmes et à la participation des jeunes. Le programme a une durée de six ans.

#### 17. **Zone d’intervention.** Le programme cible globalement 41 districts situés dans 11 régions du couloir central continentale, et 4 aires marines de conservation d’Unguja, de Pemba et de Zanzibar.

#### 18. **Groupes cibles.** Le nombre total de ménages bénéficiaires directs s’élève à 260 000, correspondant approximativement à 1 300 000 personnes. Les ménages se répartissent comme suit: 200 000 ménages de petits exploitants agricoles ayant accès aux semences améliorées de variétés sélectionnées de maïs, de tournesol et de haricots/légumineuses, les utilisant et les conservant; 1 000 petits et moyens producteurs de semences et négociants en articles agricoles participant à la distribution et à la commercialisation des semences; 48 000 artisans pêcheurs et transformateurs ou vendeurs de poisson sur les côtes continentales et de Zanzibar baignées par l’océan Indien; 6 000 petits producteurs aquacoles; 15 000 petits producteurs ou transformateurs d’algues (80% de femmes), et 1 000 jeunes chômeurs (femmes et hommes) susceptibles de trouver un emploi dans les filières des semences et du poisson.

<sup>3</sup> FIDA, *Soutenir les systèmes semenciers paysans*, 2018.

Voir [https://www.ifad.org/documents/38714170/41211743/Seeds\\_HTDN-f.pdf/f8178fd8-abc8-214c-494c-1e39ef8796bc](https://www.ifad.org/documents/38714170/41211743/Seeds_HTDN-f.pdf/f8178fd8-abc8-214c-494c-1e39ef8796bc).

19. La stratégie de ciblage est la suivante: i) ciblage géographique; ii) autociblage, les activités étant axées sur les besoins des ménages de producteurs pauvres exerçant des activités de production végétale ou de pêche; iii) ciblage direct des ménages extrêmement pauvres ou marginalisés, notamment les jeunes; iv) mesures d'autonomisation et de renforcement des capacités permettant au groupe cible d'accéder aux activités proposées; v) dimension de l'environnement et des politiques favorables, garantissant la mise en place d'un environnement propice à la mise en œuvre du programme et à la pérennité de ses résultats. Le programme vise à atteindre 50% de femmes et 30% de jeunes dans le cadre de ses interventions.

## **B. Composantes, résultats et activités**

20. Le programme comprend les composantes suivantes: i) accroissement de la productivité agricole des semences végétales et de la pêche; ii) amélioration de l'accès au marché, création de valeur ajoutée et développement du secteur privé; iii) gestion et coordination du programme.

### **Composante 1: Accroissement de la productivité agricole des semences végétales et de la pêche**

21. L'effet direct attendu de cette composante est l'accroissement de la productivité et de la production résilientes face aux aléas climatiques dans les filières des semences végétales et du poisson. À cet effet, les investissements seront axés sur deux sous-composantes comme suit:

i) **Sous-composante 1.1: développement des systèmes semenciers.**

La sous-composante vise à aider les institutions publiques à renforcer les systèmes semenciers formels (pour le maïs, le tournesol et les haricots/légumineuses) par les moyens suivants: i) coordination au niveau national de la demande et de l'offre en semences; ii) sélection et offre de semences des premières générations de variétés résilientes face aux risques climatiques; iii) multiplication de semences de base; iv) production en masse par le secteur privé ou les communautés de semences certifiées; v) contrôle qualité et certification des semences.

ii) **Sous-composante 1.2: développement durable de la pêche et de l'aquaculture.**

La sous-composante vise à: i) promouvoir l'utilisation durable des ressources halieutiques dans les eaux marines côtières; ii) financer une entreprise conjointe 4P pour l'acquisition et l'utilisation de huit navires de pêche équipés de palangres, et de deux installations de transformation du poisson; iii) renforcer la capacité des centres de développement de l'aquaculture à assurer des services de vulgarisation efficaces; iv) améliorer la qualité des semences d'algues, tout en promouvant des méthodes de production moins gourmandes en main-d'œuvre. Le Programme de développement de l'agriculture et de la pêche encouragera la mise en place d'entreprises conjointes 4P comme un mécanisme permettant d'intégrer dans la filière les petits pêcheurs, les vendeurs de poisson et les autres acteurs.

### **Composante 2: amélioration de l'accès au marché, création de valeur ajoutée et développement du secteur privé**

22. Cette composante vise à améliorer la commercialisation et la création de valeur ajoutée pour les semences végétales et les produits halieutiques, en combinant les investissements dans: i) la promotion de l'utilisation de semences de qualité et le développement des entreprises semencières; ii) le développement du marché et la création de valeur ajoutée dans le secteur du poisson.

i) **Sous-composante 2.1: promotion de l'utilisation de semences de qualité et développement des entreprises semencières.**

La sous-composante contribuera à la promotion de l'utilisation et de la production de semences améliorées des variétés sélectionnées de maïs, de tournesol et de



haricots/légumineuses. Le programme financera: i) la mise en place de plateformes régionales multipartites d'innovation; ii) le renforcement des réseaux de négociants en articles agricoles ciblant les jeunes et les femmes entrepreneurs, pour promouvoir l'offre de semences améliorées et l'accès à ces semences; iii) les services de vulgarisation locaux (y compris les technologies numériques) sensibilisant à l'intérêt des semences améliorées et promouvant la demande de ce type de semences de la part des petits exploitants; iv) l'appui à la création de synergies pour l'établissement de liens commerciaux fructueux.

- ii) **Sous-composante 2.2: développement du marché et création de valeur ajoutée dans le secteur du poisson.** Le programme financera: i) des investissements dans les infrastructures et les technologies permettant de réduire les pertes après récolte ou après capture; ii) l'établissement de liens avec le marché pour accroître la valeur des produits de l'aquaculture et de la culture d'algues et les revenus qui en sont tirés. Le programme appuiera les usines de production de glace, les installations de la chaîne du froid, les séchoirs/tentes solaires et les séchoirs verticaux pour les petits poissons pélagiques *dagaa* (sardines) et les algues. Le programme financera également la remise en état de deux marchés aux poissons polyvalents, conviviaux et modernes, à Pangani et à Bagamoyo.

### **Composante 3: gestion et coordination du programme**

23. Outre la gestion et la coordination du programme, le suivi-évaluation et la participation à l'élaboration des politiques, le programme comporte aussi des dispositions relatives à l'apport de secours d'urgence et au renforcement de la résilience, conçues pour appuyer une intervention rapide si une crise ou une situation d'urgence reconnue comme telle survenait, par exemple une pandémie, un phénomène climatique extrême où une invasion de ravageurs.

## **C. Théorie du changement**

24. L'amélioration de la productivité et de la production agricoles dans le secteur de l'agriculture paysanne tanzanienne ouvre la voie à la croissance, à la réduction de la pauvreté et à la mise en place de systèmes alimentaires inclusifs. Dans le cadre d'une approche axée sur les filières et les systèmes alimentaires inclusifs, le programme appuiera l'accès et le recours aux technologies améliorant la production, ainsi qu'aux infrastructures et aux services liés à la manipulation après récolte ou après capture, à la création de valeur ajoutée et à la commercialisation. Dans le programme, les voies de la promotion de la nutrition contribueront à améliorer l'accès aux aliments nutritifs, comme le poisson et les algues, le maïs, les haricots/légumineuses et les semences de tournesol, tout en entraînant un accroissement des revenus des femmes et des jeunes et en favorisant la participation de ceux-ci aux prises de décision.
25. Le Programme de développement de l'agriculture et de la pêche permettra d'obtenir les deux effets directs interdépendants consistant à aider les petits exploitants: i) à accroître la productivité et la production résilientes face aux aléas climatiques des semences végétales et de la pêche; ii) à améliorer la commercialisation et la création de valeur ajoutée dans les filières des semences végétales et de la pêche. Au bout du compte, le programme contribuera à une transformation agricole inclusive aboutissant à un accroissement de la productivité, de la résilience et des revenus, à l'appui de l'amélioration des moyens d'existence, de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

## **D. Alignement, appropriation et partenariats**

26. Le Programme de développement de l'agriculture et de la pêche est harmonisé avec l'Objectif de développement durable (ODD) n° 2 (faim zéro), l'ODD n° 14 (vie aquatique) et l'ODD n° 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques). Le programme est également cohérent avec les buts et objectifs du

Cadre stratégique du FIDA pour 2016-2025, le programme d'options stratégiques pour le pays (2016-2021) et les priorités institutionnelles du FIDA. Au niveau national, il est aligné sur le document intitulé *United Republic of Tanzania's Development Vision 2025* (vision du développement en République-Unie de Tanzanie à l'horizon 2025) et est axé sur deux domaines prioritaires de la deuxième phase du Programme de développement du secteur agricole (la production végétale et la pêche).

27. Le Programme de développement de l'agriculture et de la pêche tirera parti des structures institutionnelles associées à la deuxième phase du Programme de développement du secteur agricole pour créer des synergies avec d'autres partenaires du développement. Pour améliorer les interventions du programme, le FIDA mettra à profit ses partenariats avec le Centre international d'agriculture tropicale, le Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé et les centres WorldFish. Le programme renforcera les partenariats avec les organisations paysannes et les institutions financières telles que la Tanzania Agricultural Development Bank.

## E. Coût, avantages et financement

28. Les composantes 1 (accroissement de la productivité agricole des semences végétales et de la pêche) et 2 (amélioration de l'accès au marché, création de valeur ajoutée et développement du secteur privé) sont partiellement comptabilisées comme relevant du financement de l'action climatique. Conformément aux méthodes appliquées par les banques multilatérales de développement pour le suivi du financement de l'atténuation et de l'adaptation aux changements climatiques, le montant estimatif préliminaire de l'enveloppe totale allouée par le FIDA au financement de l'action climatique au titre du programme s'élève à 13,9 millions d'USD, soit 24% du financement total du Fonds.

### Coût du programme

29. Le coût préliminaire du programme est estimé à 76,8 millions d'USD environ sur six ans (2021-2026). Le financement est réparti comme suit entre les composantes: 56,3 millions d'USD (73,3%) pour la composante 1 (accroissement de la productivité agricole des semences végétales et de la pêche), 14,5 millions d'USD (18,9%) pour la composante 2 (amélioration de l'accès au marché, création de valeur ajoutée et développement du secteur privé) et 6,0 millions d'USD (7,8%) pour la composante 3 (gestion et coordination du programme).

Tableau 1  
Coût du programme par composante et par source de financement  
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Secteur privé		Bénéficiaires			Emprunteur		Total	
	Montant	%	Montant	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Montant
1. Accroissement de la productivité agricole des semences végétales et de la pêche	42 285,9	75,1	8 094,7	14,4	197,4	-	0,3	-	5 738,5	10,2	56 316,4
2. Amélioration de l'accès au marché, création de valeur ajoutée et développement du secteur privé	11 071,8	76,2	453,6	3,1	1 512,1	-	10,4	-	1 491,4	10,3	14 528,9
3. Gestion et coordination du programme	5 455,3	91,2	-	-	-	-	-	-	528,5	8,8	5 983,9
<b>Total</b>	<b>58 813,0</b>	<b>76,6</b>	<b>8 548,3</b>	<b>11,1</b>	<b>1 709,5</b>	<b>-</b>	<b>2,2</b>	<b>-</b>	<b>7 758,4</b>	<b>10,1</b>	<b>76 829,2</b>

Tableau 2

**Coût du programme par catégorie de dépenses et par source de financement**

(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Secteur privé		Bénéficiaires			Emprunteur			Total
	Montant	%	Montant	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Montant
<b>Dépenses d'investissement</b>											
1. Frais de consultants	9 543,3	86,9	-	-	89,9	-	0,8	-	1 342,7	12,2	10 975,9
2. Matériel et fournitures	30 738,4	80,3	2 880,5	7,5	350,5	-	0,9	-	4 310,3	11,3	38 279,8
3. Dons et subventions	438,6	98,9	-	-	-	-	-	-	4,9	1,1	443,5
4. Ateliers	536,7	91,9	-	-	-	-	-	-	47,4	8,1	584,2
5. Formation	3 034,1	33,6	5 667,8	62,8	0,1	-	0,0	-	328,0	3,6	9 029,9
6. Véhicules	2 348,5	86,6	-	-	204,0	-	7,5	-	159,2	5,9	2 711,6
7. Travaux	9 977,4	79,4	-	-	1 065,0	-	8,5	-	1 529,0	12,2	12 571,4
<b>Total des dépenses d'investissement</b>	<b>56 617,0</b>	<b>75,9</b>	<b>8 548,3</b>	<b>11,5</b>	<b>1 709,5</b>	<b>-</b>	<b>2,3</b>	<b>-</b>	<b>7 721,6</b>	<b>10,4</b>	<b>74 596,3</b>
<b>Dépenses récurrentes</b>											
1. Salaires et indemnités	1 930,8	100	-	-	-	-	-	-	-	-	1 930,8
2. Coûts de fonctionnement	265,3	87,8	-	-	-	-	-	-	36,8	12,2	302,1
<b>Total des dépenses récurrentes</b>	<b>2 196,1</b>	<b>98,4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>36,8</b>	<b>1,6</b>	<b>2 232,9</b>
<b>Total</b>	<b>58 813,0</b>	<b>76,6</b>	<b>8 548,3</b>	<b>11,1</b>	<b>1 709,5</b>	<b>-</b>	<b>2,2</b>	<b>-</b>	<b>7 758,4</b>	<b>10,1</b>	<b>76 829,2</b>

Tableau 3

**Coûts du programme par composante et par année**

(en milliers d'USD)

Composante	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Année 6		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Accroissement de la productivité agricole des semences végétales et de la pêche	17 639,1	31,3	16 075,7	28,5	13 480,5	23,9	4 178,6	7,4	3 103,2	5,5	1 839,4	3,3	56 316,4
2. Amélioration de l'accès au marché, création de valeur ajoutée et développement du secteur privé	4 659,0	32,1	4 235,5	29,2	2 736,7	18,8	1 481,6	10,2	864,7	6,0	551,5	3,8	14 528,9
3. Gestion et coordination du programme	1 603,5	26,8	921,2	15,4	970,8	16,2	848,6	14,2	744,1	12,4	895,8	15,0	5 983,9
<b>Total</b>	<b>23 901,5</b>	<b>31,1</b>	<b>21 232,4</b>	<b>27,6</b>	<b>17 187,9</b>	<b>22,4</b>	<b>6 508,7</b>	<b>8,5</b>	<b>4 711,9</b>	<b>6,1</b>	<b>3 286,7</b>	<b>4,3</b>	<b>76 829,2</b>

### **Stratégie et plan de financement et de cofinancement**

30. Le montant global alloué à ce programme par le FIDA au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA s'élève à 58,8 millions d'USD, soit 76,6% du coût total du programme. Ces ressources seront complétées par la contribution du Gouvernement tanzanien, estimée à 7,8 millions d'USD (10,1%, essentiellement sous la forme d'une exonération fiscale), des investissements du secteur privé, d'un montant de 8,5 millions d'USD (11,1%), et des contributions des bénéficiaires équivalant à 1,7 million d'USD (2,2%). Il n'y a pas de déficit de financement, cependant les possibilités de cofinancement du programme avec d'autres organisations, notamment la Banque africaine de développement, The Nature Conservancy et la Tanzania Agricultural Development Bank, continueront à être explorées pour consolider et reproduire à plus grande échelle les activités.

### **Décaissement**

31. Le FIDA décaissera les fonds en versant une avance sur le compte désigné ouvert à la Banque de Tanzanie et en procédant aux reconstitutions ultérieures en fonction des dépenses effectuées, telles que justifiées par les relevés de dépenses. Il y aura un compte désigné, sur lequel le FIDA versera ses fonds, et un compte de programme désigné correspondant, libellé en shillings tanzaniens, géré par l'unité de coordination du programme (UCP).
32. Le programme utilisera la méthode du paiement direct et procédera aussi à des paiements à partir des huit comptes de programme qui seront ouverts dans des banques commerciales par chacune des huit institutions recevant des fonds du programme destinés à des activités opérationnelles. Le FIDA effectuera des paiements directs à titre exceptionnel et pour les paiements d'un montant supérieur à 100 000 USD, conformément aux indications figurant dans la lettre à l'emprunteur. Le gouvernement fournissant son financement de contrepartie en nature, l'ouverture d'un compte bancaire n'a pas été proposée. Le certificat d'exonération fiscale sera communiqué au à l'équipe de programme et sa communication constituera une condition de décaissement. Si d'autres sources de financement sont mobilisées, elles seront déposées sur des comptes désignés séparés afin que leurs fonds ne soient pas mélangés avec ceux du FIDA.

### **Résumé des avantages et analyse économique**

33. **Analyse économique.** L'analyse financière au niveau du programme fait apparaître un taux de rentabilité financière de 17% et une valeur actuelle nette de 43,9 millions d'USD, et l'analyse économique au niveau du programme débouche sur un taux de rentabilité économique de 15% et une valeur actuelle nette de 69,2 millions d'USD. Le programme est donc jugé viable sur le plan économique.
34. **Analyse de sensibilité.** L'analyse définit 17 scénarios différents pour tester la robustesse du programme. Avec l'utilisation d'un taux d'actualisation financier, le taux d'adoption minimal requis pour dégager un retour sur investissement positif semble s'établir à 32%. Avec un taux d'actualisation social, le taux d'adoption requis est de 23%. Un retard d'un ou de deux ans rendrait peu probable l'obtention de retours sur investissement positifs.

### **Stratégie de sortie et durabilité**

35. La durabilité du Programme de développement de l'agriculture et de la pêche sera renforcée notamment par les moyens suivants: i) le mécanisme de ciblage inclusif garantissant la participation des agriculteurs et des communautés aux activités et aux investissements du programme; ii) l'établissement de liens durables avec le marché et la promotion des modèles d'entreprise 4P; iii) la participation des petites et moyennes entreprises; iv) la réalisation d'investissements dans le renforcement des capacités de mise en œuvre des acteurs du secteur public; v) la création d'un certain nombre d'emplois décents de longue durée au profit des femmes et des jeunes.

### III. Risques

#### A. Risques et mesures d'atténuation

36. Des informations détaillées sur les principaux risques liés au programme et les mesures d'atténuation sont présentées ci-après.

Tableau 4  
Risques et mesures d'atténuation

<i>Risques</i>	<i>Évaluation du risque inhérent</i>	<i>Évaluation du risque résiduel</i>	<i>Mesures d'atténuation</i>
Contexte national	Modéré	Faible	Le FIDA continuera à collaborer étroitement avec les pouvoirs publics pour garantir l'appropriation nationale et l'harmonisation avec ses propres politiques. Des dispositions sont prévues pour la conduite d'une sous-composante "Secours et intervention en situation d'urgence et redressement" en cas de choc climatique, attaque de ravageurs ou pandémie/COVID-19.
Stratégies et politiques sectorielles	Substantiel	Modéré	Le programme sera un programme autonome s'inscrivant dans la deuxième phase du Programme de développement du secteur agricole. Il aidera aussi le gouvernement à mobiliser des financements supplémentaires.
Environnement et contexte climatique	Modéré	Modéré	Le financement de l'action climatique représente 24% (13,9 millions d'USD) du financement du FIDA et est alloué aux interventions relatives à l'adaptation aux changements climatiques.
Portée du programme	Substantiel	Modéré	Les investissements dans les infrastructures seront appuyés par des plans d'activité assortis d'une assistance technique, et la création d'entreprises conjointes 4P sera encouragée.
Capacités institutionnelles d'exécution et durabilité	Substantiel	Modéré	L'apport d'une assistance technique et la signature d'accords axés sur la performance avec les prestataires de services seront encouragés. Les connaissances spécialisées des institutions partenaires chargées de l'exécution seront mises à profit.
Gestion financière	Élevé	Substantiel	Les mesures d'atténuation consisteront en: comptes bancaires contingentés, méthode du paiement direct, méthode du remboursement pour les organisations chargées de l'exécution et système comptable autonome.
Passation de marchés au titre du programme	Modéré	Faible	Un coordonnateur sera nommé au sein de l'UCP; le personnel sera formé sur les directives et les procédures du FIDA.
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Faible	L'adoption de techniques et technologies d'adaptation respectueuses de l'environnement sera encouragée; le Plan de gestion de la pêche aux thons bénéficiera d'un appui pour garantir une pêche durable en haute mer.
Parties prenantes	Modéré	Faible	Des plateformes multipartites favorisant l'inclusion et la participation seront créées.
<b>Risque global</b>	<b>Substantiel</b>	<b>Modéré</b>	

## **B. Catégorie environnementale et sociale**

37. Le Programme de développement de l'agriculture et de la pêche est confirmé comme relevant de la catégorie A au titre des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA, notamment en raison des interventions concernant la pêche en haute mer et des activités de transformation associées. Dans cette catégorie, il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale et sociale et d'élaborer un plan de gestion environnementale et sociale afin de favoriser la mise en œuvre d'opérations de pêche durable. Dans le contexte du processus de conception, un cadre de gestion environnementale et sociale a été établi et publié sur le site Web du FIDA<sup>4</sup>. De plus, les activités suivantes sont prévues dès le démarrage du programme: i) élaboration d'un plan de lutte intégrée contre les ravageurs; ii) élaboration d'un plan relatif à la participation des parties prenantes; iii) établissement d'un mécanisme de traitement des doléances.

## **C. Classement au regard des risques climatiques**

38. Le programme devrait être moyennement exposé aux risques climatiques. Pour atténuer les incertitudes associées à la variabilité et aux changements climatiques et favoriser l'adaptation à leurs effets, le programme contribuera à la mise au point de semences adaptées au contexte local qui soient plus productives et plus résilientes face aux changements climatiques, aux ravageurs et aux maladies. Pour régénérer et protéger les ressources côtières et marines, le programme promouvra des techniques et des technologies d'adaptation respectueuses de l'environnement dans les domaines de la capture, de la transformation et de l'entreposage du poisson, afin de réduire les pertes après capture.

## **D. Soutenabilité de la dette**

39. Selon la dernière évaluation de la viabilité de la dette, publiée en janvier 2018, le risque de surendettement de la République-Unie de Tanzanie est encore considéré comme faible. Le risque est faible parce que la dette publique extérieure, représentant 34,5% du PIB, est essentiellement associée à des prêts concessionnels. Principalement concessionnelle, la dette extérieure publique et garantie par l'État s'élevait à 2,0% du PIB en 2019, contre 1,3% en 2018, et devrait se stabiliser à 1,9% en 2020 et à 2,2% en 2021. La dette publique extérieure, dont 63% sont associés à des prêts concessionnels, constituait 70,4% du montant total de la dette publique en 2019. Le déficit courant s'est légèrement creusé en 2019 pour passer à 3,4% du PIB, contre 3,3% en 2018<sup>5</sup>.
40. Les indicateurs relatifs à l'endettement extérieur demeurent inférieurs aux seuils dépendants des politiques dans le scénario de base comme dans les tests de résistance. La dépréciation potentielle du taux de change et la base d'exportation actuellement étroite soulèvent des risques de vulnérabilité à l'endettement. Les résultats mettent en lumière l'importance de maintenir les antécédents solides des autorités en matière de gestion macroéconomique.

## **IV. Mise en œuvre**

### **A. Cadre organisationnel**

#### **Gestion et coordination du programme**

41. Le Cabinet du Premier Ministre est chargé de la coordination et de la mise en œuvre de la deuxième phase du Programme de développement du secteur agricole. Le programme établira une UCP relevant du Cabinet du Premier Ministre pour compléter l'unité nationale existante de coordination de la deuxième phase du Programme de développement du secteur agricole. Un comité directeur sera créé

<sup>4</sup> Voir [https://www.ifad.org/documents/38711624/40206666/tanzania\\_afdp\\_esmf\\_2020.pdf/19c82660-d8f7-0db8-d6e1-80effb71adf1](https://www.ifad.org/documents/38711624/40206666/tanzania_afdp_esmf_2020.pdf/19c82660-d8f7-0db8-d6e1-80effb71adf1).

<sup>5</sup> Groupe de la Banque africaine de développement, *Perspectives économiques en Tanzanie, 2020*.

pour définir les orientations stratégiques du programme et assurer la supervision de celui-ci.

42. Dans le souci de favoriser les synergies, l'intégration et la cohérence programmatiques entre les composantes du programme, un comité consultatif technique interministériel sera créé avec des représentants du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et des pêches et du Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles, de l'élevage et des pêches (Zanzibar). Enfin, un comité consultatif technique ministériel sera mis en place par chaque ministère participant pour examiner la mise en œuvre des interventions du programme.

#### **Gestion financière, passation des marchés et gouvernance**

43. Les dispositions relatives à la gestion financière adopteront et appliqueront les normes comptables internationales, et la comptabilité financière sera conforme aux principes de la comptabilité de caisse énoncés dans les Normes comptables internationales pour le secteur public. Le risque de gestion financière qui était jugé "élevé" a été ramené à "substantiel", grâce à diverses mesures d'atténuation intégrées dans la conception. Le programme sera géré par l'intermédiaire d'un système comptable autonome. L'existence d'un logiciel de comptabilité convenable constituera une condition de décaissement, et les fonds de démarrage seront notamment utilisés pour en appuyer la mise en place. Les décaissements seront versés sur un compte spécial qui sera ouvert à la banque centrale.
44. Compte tenu de la couverture géographique du programme, outre la supervision assurée par l'UCP, des auditeurs internes opérant dans chaque institution chargée de l'exécution (et rendant compte aux comités d'audit respectifs) réaliseront régulièrement des examens, pour garantir que le programme est mis en œuvre conformément aux indications du manuel d'exécution du programme, qu'il est conforme aux réglementations de l'administration publique et qu'il respecte les dispositions financières du programme. Les auditeurs internes devront effectuer un audit du programme au moins deux fois par an.
45. **Audit externe.** Chaque année, le Bureau national d'audit de Tanzanie procédera à l'audit des états financiers consolidés du programme. Les états financiers vérifiés seront présentés au FIDA dans les six mois suivant la fin de la période concernée, conformément aux directives du FIDA.
46. **Modalités de passation des marchés.** La loi tanzanienne relative à la passation des marchés publics et les réglementations connexes sont satisfaisantes et conformes aux normes internationales mais, globalement, en Tanzanie, la législation relative aux passations de marchés est fragmentée. Il conviendra d'élaborer un manuel de l'utilisateur relatif à la passation des marchés pour limiter les problèmes potentiels. Le Programme de développement de l'agriculture et de la pêche utilisera les services du Conseil des appels d'offres et de l'unité de coordination des passations de marchés, déjà établis au sein du Cabinet du Premier ministre et des institutions chargées de l'exécution. Les responsables concernés seront formés sur les directives du FIDA en matière de passation des marchés et le Cabinet du Premier Ministre désignera un coordonnateur à qui il incombera de suivre les passations de marchés liés au programme et d'en rendre compte.
47. **Gouvernance.** Transparency International a attribué à la Tanzanie un indice de perception de la corruption égal à 37, ce qui place le pays dans la fourchette "moyenne". Toutes les entités assurant des passations de marchés observeront les normes d'éthique les plus rigoureuses lors de la passation des marchés et de l'exécution des contrats dont le financement est assuré au titre de projets financés par le FIDA, conformément au paragraphe 69 des Directives pour la passation des marchés relatifs aux projets. La Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations s'appliquera à l'ensemble des partenaires, des vendeurs et des tierces parties, outre les lois nationales pertinentes de lutte contre la corruption et la fraude.

De même, la Politique de prévention et de répression du harcèlement sexuel, et de l'exploitation et des atteintes sexuelles du FIDA s'appliquera à l'ensemble des partenaires, des vendeurs et des tierces parties.

48. **Participation du groupe cible du programme et retours d'information<sup>6</sup>:**  
La création de plateformes de dialogue avec les divers groupes de parties prenantes constitue un élément de la stratégie adoptée par le programme pour favoriser l'inclusion et la participation. Différents groupes de parties prenantes participeront aussi à l'élaboration du plan de travail et budget annuel, aux missions de supervision, à l'examen à mi-parcours et à d'autres processus participatifs. Le programme mettra en place une plateforme numérique destinée à recueillir les avis et les doléances des bénéficiaires, notamment via les réseaux sociaux
49. **Traitement des doléances.** Le Programme de développement de l'agriculture et de la pêche emploiera les mécanismes formels ou informels de traitement des doléances existants pour résoudre les éventuels différends. Les mécanismes informels sont notamment les personnes ou les comités déjà chargés de la gestion des conflits au sein des groupements paysans, tandis que les mécanismes formels de traitement des doléances sont disponibles au niveau des sections. Les communautés et les individus peuvent également introduire des réclamations auprès du service de traitement des doléances du FIDA.

## **B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication**

50. L'UCP sera chargée du processus d'élaboration du plan de travail et budget annuel, une tâche dont elle s'acquittera en concertation avec les partenaires d'exécution, en tenant compte de la stratégie et du cadre logique du programme. L'UCP veillera aussi à l'intégration des bénéficiaires et des principales parties prenantes afin de garantir la transparence du processus de planification. Le système de suivi-évaluation du programme permettra de s'assurer que les principaux indicateurs de base relatifs à l'égalité femmes-hommes, à la nutrition et aux changements climatiques sont pleinement intégrés et conformes aux exigences du FIDA et de la deuxième phase du Programme de développement du secteur agricole.
51. Une stratégie de gestion des savoirs sera élaborée, et le programme collaborera avec les unités pertinentes chargées de la communication au sein des ministères concernés et des institutions d'exécution. Le Programme de développement de l'agriculture et de la pêche favorisera la participation à l'élaboration des politiques, dans le cadre de la concertation sur les politiques, de la promotion du concept des entreprises 4P au service de l'intégration des petits exploitants et des entreprises rurales, et de l'examen des plans et politiques connexes.

### **Innovations et reproduction à plus grande échelle**

52. Le Programme de développement de l'agriculture et de la pêche centrera les efforts sur les innovations susceptibles d'être reproduites à plus grande échelle, notamment la numérisation de la certification des semences et les outils numériques de coordination de l'offre et de la demande en semences; les entreprises conjointes 4P pour les navires de pêche en haute mer et les usines de transformation du poisson; les pôles d'aquaculture; les technologies de production, de transformation et de création de valeur ajoutée dans la filière des algues.

## **C. Plans d'exécution**

### **Plans de préparation à l'exécution et de démarrage**

53. La mise en œuvre du programme devrait débuter en mars 2021. Des ateliers de démarrage nationaux et régionaux seront organisés avec l'ensemble des parties prenantes et des partenaires d'exécution pour renforcer les modalités de mise en

<sup>6</sup> Pour en savoir plus, voir le document intitulé: [Cadre des retours d'information opérationnels des parties prenantes: amélioration de la transparence, de la gouvernance et de la responsabilité.](#)



œuvre du programme. Une mission précoce d'appui à la mise en œuvre sera mobilisée au cours des trois premiers mois suivant la date de prise d'effet du programme.

#### **Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement**

54. Le FIDA et le Gouvernement tanzanien conduiront conjointement des missions de supervision et d'appui à la mise en œuvre, au moins une fois par an pour évaluer l'état d'avancement du programme et la performance de ce dernier. Un examen à mi-parcours sera réalisé conjointement au cours de la troisième année du programme. Une mission d'examen à l'achèvement du programme sera menée la dernière année de la mise en œuvre du programme.

### **V. Instruments et pouvoirs juridiques**

55. Un accord de financement de programme entre la République-Unie de Tanzanie et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Un exemplaire de l'accord de financement négocié sera mis à disposition avant la séance.
56. La République-Unie de Tanzanie est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
57. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

### **VI. Recommandation**

58. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République-Unie de Tanzanie un prêt particulièrement concessionnel d'un montant de cinquante-huit millions huit cent treize mille dollars des États-Unis (58 813 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Gilbert F. Houngbo

## **Negotiated financing agreement**

(Will be made available prior to the session)

# Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
<b>Outreach</b>	1a. Estimated corresponding total number of household members				Programme records and progress reports			Estimated number of household members reached
	Household members	0	800 000	1 300 000				
	1b. Corresponding number of households reached				Programme records and progress reports	Annual	PCU	Corresponding number of households reached
	Households	0	160 000	260 000				
	1c. Persons receiving services promoted or supported by the programme				Programme records and progress reports	Annual	PCU	
	Females (50%)	0	60 000	130 000				
	Males (50%)	0	60 000	130 000				
	Young (30%)	0	40 000	78 000				
Total number	0	160000	260 000					
<b>Programme Goal:</b> Contribute to inclusive food systems for improved livelihoods, food security, nutrition and resilience.	Average income per household in the targeted areas.	TBD	10% increase	30% increase	National statistics, household surveys	Y1, Y3, Y6	PMO	Macro-economic stability and enabling policy environment
	Percentage Prevalence of moderate or severe food insecurity in the population, based on the Food Insecurity Experience Scale	30%	25%	15%	Baseline, mid & end line survey, programme reports	Y1, Y3, Y6	PMO	
<b>Development Objective:</b> Enhance sustainable productivity, climate resilience and commercialization of selected crop seeds, fisheries and aquaculture.	Percentage of persons reporting an increase in production	0	10%	70%	Baseline, mid & end line survey, programme reports	Y1, Y3, Y6	PCU	Increased public and private investments in ASDP II; Demand for crop seeds and fish increases as projected
	Percentage of households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices	0	25%	40% <sup>7</sup>	RIMS baseline and impact surveys, household (and food) survey.	Y1, Y3	PCU	
	Percentage of households satisfied with programme supported services	0	50%	80%	RIMS baseline and impact surveys, household (and food) survey.	Y1, Y3	PCU	
Outcome 1. Increased climate-resilient, productivity and production from crop seed and fish value chains.	Percentage increase in average productivity of maize, sunflower and beans/pulses	0	10%	25% <sup>8</sup>	Baseline, mid & end line survey, programme reports	Y1, Y3, Y6	Programme and District council records	Institutional stability and improved technical capacity in ASA, TARI, TOSCI, TAFICO, ZAFICO
	Percentage increase in average production of captured fish, farmed fish and seaweed	0	15%	30% <sup>9</sup>	Baseline, mid & end line survey, programme reports	Y1, Y3, Y6	PCU	
	Percentage of Households reporting they can influence decision-making of local authorities and programme-supported service providers	0	40%	75%	Baseline, mid & end line survey, programme reports	Y1, Y3, Y6	PCU	Enabling environment for social accountability and empowerment
Output 1.1 Improved production, of high-quality seeds for sunflower, beans and maize.	Quantities of certified seeds produced per year (tons/year)	1 450	5 250	13 000 <sup>10</sup>	Programme records	Seasonal	PCU Programme and District council records	Enabling environment for private sector's investments n crops

<sup>7</sup> 40% female, 40% male, 25% young

<sup>8</sup> 25% maize, 20% sunflower, 25% beans/pulses

<sup>9</sup> 30% captured fish, 30% farmed fish, 30% seaweed

<sup>10</sup> 58% maize, 23% sunflower, 19% beans/pulses

Output 1.2 Quality and quantity of fish production increased	Quantities of fish and fish seeds produced per year (tons/year)	15.4 M	20.4 M	25.5 M <sup>11</sup>	Programme and District council, TAFIICO/ZAFICO records	Quarterly	Directorate of Aquaculture & PCU TAFIICO/ZAFICO	4Ps for deep sea fishing operational and 90 FADs installed
Outcome 2. Improved marketing and value addition of crop seeds and fish products	Percentage of persons reporting utilization of quality crop seeds	8%	20%	50% <sup>12</sup>	RIMS baseline and impact surveys, household (and food) survey.	Y1, Y3, Y6	PCU	Improvement in the Enabling Business of Agriculture Environment  Strong producers and marketing organizations and cooperatives
	Percentage of fish postharvest losses decreased	40%	20%	15%	AOS & Case Studies	Annual		
	Percentage of women 15-49 years of age, who consume at least 5 out of 10 food groups	TBD	25% increase	60% increase	RIMS baseline and impact surveys, household (and food) survey.	Annual	PCU Programme and District council records	
	Number of producers' organizations engaged in formal partnerships/agreements or contracts with public or private entities	0	12+	20+ <sup>13</sup>	Baseline, mid & end line survey, programme reports	Annual	Programme and District council records	
Output 2.1 Crop seed business established	Number of active agro-dealers and local selling points supported in target area	TBD	600	1 000 <sup>14</sup>	Programme records	Annual	PCU	
Output 2.2 Strengthened on-farm use of climate resilient varieties and management practices	Number of agricultural producers trained in climate-smart and better management practices (disaggregated by sex and age)	0	105 000	200 000 <sup>15</sup>	RIMS baseline and impact surveys, household (and food) survey	Annual	PCU	Availability of service providers for building capacity
Output 2.3 Improved household nutrition	Number of households provided with targeted support to improve their nutrition	0	35 000	110 000 <sup>16</sup>	Baseline, mid & end line survey, programme reports	Annual	Programme and District council records	
Output 2.4 Fish post-harvest loss reduction and value addition	Number of processing or storage facilities constructed or rehabilitated	0	60	109 <sup>17</sup>	Programme records	Annual	Directorate of capture fisheries and service provider	Processing and storage structures joined with increase in production
Output 2.5 Fish and seaweed market outlets developed	Number of people organized into fish and seaweed processing and marketing groups (disaggregated by sex and age)	0	33 400	45 000 <sup>18</sup>	Programme and District council records	Annual	Directorate of capture fisheries	Strong organized Fisher groups will facilitate development of market outlets
Output 2.6 Improved financial literacy	Number of persons in rural areas trained in financial literacy and/or use of financial products and services	0	TBD	TBD <sup>19</sup>	Programme records	Annual	PCU	

<sup>11</sup> 25 M fish seeds, 492,000 MT fish

<sup>12</sup> 50% female, 50% male, 30% young

<sup>13</sup> 20 fishery, TBD crops

<sup>14</sup> 35% female, 35% male, 15% young female, 15% young male

<sup>15</sup> 38% drop farmers, 62% aquafarmers

<sup>16</sup> 64% female, 18% male, 18% young

<sup>17</sup> 13 fish, 96 seaweed

<sup>18</sup> 30,000 for fish processing, 15,000 for seaweed processing

<sup>19</sup> To be disaggregated by male, female and young

## Integrated programme risk matrix

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
<b>Country Context</b>		
<b>Political Commitment</b>	<b>M</b>	<b>M</b>
<p><b>Risk(s):</b> While political risks are low, it is to be recalled that Tanzania will hold its general elections (presidential, parliamentary and council) in October 2020. It is widely expected that the long-standing ruling party, the Chama Cha Mapinduzi, will be re-elected, under the leadership of the president, John Magufuli. The current administration's ambitious development agenda is expected to continue with increasing focus on implementing and delivering the Tanzania National Vision 2025.</p> <p>GoT has adopted a more robust and cautious approach in negotiations regarding external debt, with focus on investments in hard infrastructures to the detriment of 'soft' investments for building human and social capital to make the infrastructures work for the poor. There are risks of delays in signing of financing agreements or canceling of Programmes, as it happened in the past with the Dryland Development Programme and Agriculture Sector Development Programme II.</p>		
<p><b>Mitigations:</b> In order to mitigate the risk of the AFDP Financing Agreement not being signed, the relevant counterpart government officials, led by the Prime Minister's Office, have been actively engaged early and throughout the design and the formulation of the Programme Design Report. The IFAD team will continue to work closely with GoT during the next phases of the programme design, to ensure GoT ownership and alignment with IFAD's policies.</p>		
<b>Governance</b>	<b>M</b>	<b>L</b>
<p><b>Risk(s):</b> Transparency International assigned a corruption perception index (CPI) score of 37 to Tanzania, thus falling within the "medium" bracket. There is only a single level system to handle procurement complaints. In fact, although an independent procurement appeal authority known as the "Public Procurement Appeals Authority" ("PPAA") exists at national level, there is no appeals review panel at the level of the implementing agency. The Internal Auditor General undertakes a compliance audit on an annual basis. However, not all Procuring Entities are audited.</p>		
<p><b>Mitigations:</b> IFAD prior review thresholds will take into account the CPI score for Tanzania. Additionally, all procurement entities, as well as bidders, suppliers, contractors, consultants and service providers, will be requested to observe the highest standard of ethics during the procurement and execution of contracts financed under IFAD funded Projects, in accordance with paragraph 69 of the Procurement Guidelines. The Revised IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations shall apply to all partners, vendors and third parties, in addition to the relevant national anticorruption and fraud laws.</p>		
<b>Macroeconomic</b>	<b>M</b>	<b>L</b>
<p><b>Risk(s):</b> Tanzania is one of the stronger economic performers in Sub-Saharan Africa, with a sustained average 6.5 percent growth of GDP over the past ten years. Real GDP growth was estimated at Programme 6.4 percent in 2020 and 6.6 percent in 2021, before the outbreak of COVID-19 global pandemic. It is foreseen that real GDP growth will decline by just over half - from 5.8 percent in 2019 to 2.5 percent - but it is also expected to rebound significantly to 5.5 per cent in 2021, which is a reflection of the country's strong economic performance.</p> <p>Public debt is currently sustainable, with all debt burden indicators being below the required thresholds.</p>		

<b>Mitigations:</b> GoT has reiterated its commitment to macroeconomic policies, aimed at maintaining public debt at a sustainable level, containing inflation within the target range, and preserving external stability. The GoT has taken several fiscal and monetary measures to mitigate the COVID-19 outbreak, ,This notwithstanding, given the country's favorable macroeconomic conditions, there is scope for the GoT to take more targeted measures to mitigate the negative effects of the pandemic (e.g. disruptions in supply chains).		
<b>Fragility and security</b>	<b>M</b>	<b>L</b>
<b>Risk(s):</b> The political environment remains stable, thus, political and governance risks are generally low. However, the upcoming general elections scheduled for October 2020, raises the risk of opposition-led protests, but these are not expected to jeopardize stability. Tanzania is ranked as high risk on the INFORM COVID-19 Risks Index. The COVID-19 pandemic has undermined Tanzania's growth outlook and will increase poverty in 2020. The crisis is still evolving, and there are uncertainties depending on the pace and extent of the spread of COVID-19. The World Bank's simulations using the 2018 Household and Budget Survey suggest that an additional 500,000 Tanzanians could fall below the poverty line.		
<b>Mitigations:</b> The AFDP makes provision for a sub-component 3.2 on "Contingency and Emergency Response and Recovery", given the risks of Covid-19 global pandemic and the reoccurrence of other unexpected shocks, including climate extremes and desert locust pest invasion. The programme is also aligned with the United Nations Country Team COVID-19 assessment and recovery plans. The Programme could also leverage IFAD's Rural Poor Stimulus Facility, wherein Tanzania's country allocation is US\$ 882,920 as at 20 August 2020. The country is also eligible to apply for the UN COVID-19 Response and Recovery Fund, and other funding mechanisms available in Tanzania.		
<b>Sector Strategies and Policies</b>		
<b>Policy alignment</b>	<b>S</b>	<b>M</b>
<b>Risk(s):</b> Despite agriculture being a key driver of growth and transformation, Tanzania's public agriculture expenditure is 5.9 percent i.e. below the 10 percent target of the Comprehensive Africa Agriculture Development Program (CAADP)/ Malabo Declaration. With an average score of 5.08 against a benchmark of 6.66 out of 10 Tanzania is still not on track to meet the Malabo commitments targets by 2025 <sup>1</sup> . Government prioritization of agriculture has not been fully matched with increased investment and financing of the ASDP II.		
<b>Mitigations:</b> AFDP is fully aligned with ASDP II and in fact it is designed to provide support to two of its priority areas and address key sector challenges in the seeds, fisheries and aquaculture value chains. To mitigate this risk IFAD country team will continue to support Government efforts to mobilize co-financing from other development partners. These efforts will be geared towards reducing overall cost of finance of the Programme to the Government.		
<b>Policy development &amp; implementation</b>	<b>S</b>	<b>M</b>
<b>Risk(s):</b> ASDP II funding (estimated at USD 6.2 billion for 5-years) has not materialized. AFDP will be the <b>first donor-supported programme to contribute to ASDP II</b> . Given the serious challenges in funding ASDP II, there is a high risk that the Programme will be implemented in a constrained enabling environment due to the lack of resources to fund ASDP II cross-cutting issues and enablers, including extension services, infrastructures for value chain development, youth entrepreneurship, institutional reforms, monitoring and evaluation, etc.		
<b>Mitigations:</b> AFDP will be a stand-alone programme under the umbrella of ASDP II. This will allow focused support to two Government priorities while ensuring better alignment with IFAD's mandate, thematic priorities, and targeting policy. IFAD country team will continue to support Government's		

efforts to mobilize additional financing from internal resources and other development partners.		
<b>Environment and Climate Context</b>		
<b>Programme vulnerability to environmental conditions</b>	<b>M</b>	<b>L</b>
<b>Risk(s):</b> The Programme is confirmed as SECAP Category A. Most of AFDP proposed interventions will have some significant impacts that can be readily mitigated or remedied and therefore fall into Category B. However, the deep sea fisheries interventions and associated processing activities will trigger an overall Category A status of the Programme.		
<b>Mitigations:</b> An Environmental and Social Management Framework (ESMF) has been prepared and disclosed 120 days before the IFAD Executive Board Session of December 2020. The Programme will also conduct Environmental and Social Impact Assessment (ESIA) studies and associated Mitigation and Management Plan will be prepared to facilitate the implementation of sustainable fishing operations.		
<b>Programme vulnerability to climate change impacts</b>	<b>M</b>	<b>M</b>
<b>Risk(s):</b> The Programme is expected to be moderately sensitive to climate risks and thus requires integration of climate adaptation and mitigation measures into the enhanced production, distribution and utilisation of quality seeds as well as fisheries and aquaculture development. Tanzania is vulnerable to increased climate variability and climate change over most parts of the country. Increasing temperature is being observed, notably over highland areas while late rainfall onset and early cessation, decreasing rainfall amount and seasonal shift in rainfall patterns are becoming more common nationwide.		
<b>Mitigations:</b> Climate financing represents 24% (USD 13.9 million) of the IFAD financing, which is earmarked for climate adaptation interventions. In order to mitigate and adapt to uncertainties associated with climate variability and change (drought and floods), the AFDP will contribute to the development of appropriate locally-adapted seeds which are more resilient to climate change, pests and diseases. The programme will promote environmental friendly adaptive techniques and technologies in fish catching, processing (e.g. solar dryers) and storage. In particular, the Programme will support investments in stock assessments, selective fishing gears and methods to avoid catching non-targeted species and destructive fishing practices and illegal mangrove cutting. Aquaculture will be based on locally adapted species of tilapia and catfish that are able to withstand large variation in environmental and climatic conditions.		
<b>Programme Scope</b>		
<b>Programme relevance</b>	<b>S</b>	<b>M</b>
<b>Risk(s):</b> The main risk under Component 1 is that the significant investments in production infrastructures (long line fishing vessels, fish processing plants, irrigation and laboratory facilities) under Government public institutions, particularly ASA and TAFICO, may not be economically and socially viable without development and implementation of sound business and marketing strategies and capacity building at all levels. Based on previous performance and the challenges of implementing reforms in public institutions, this is a substantial to high risk.  4P business models. Tanzania ranks 141 out of 190 economies according to the World Bank's 'Ease of Doing Business' as the private sector still finds the business environment unpredictable <sup>1</sup> . Public investments in areas open to the private sector may further undermine private sector development in seeds and fish value chains. Furthermore, the some line ministries are not fully conversant with the PPP modalities. There are also mixed views as to what should be the roles and responsibilities of government, private sector and farmers' organisations and cooperatives in the development of the seed and fisheries sectors.		

Access to finance. The risks include: (i) lack of interest and engagement of the financial sector for the targeted sectors (seeds and fisheries); (ii) high expectations by the target groups for grants by the Programme; and (iii) reluctance of the target groups to access finance from financial institutions.		
<p><b>Mitigations:</b></p> <p>All the productive investments made in infrastructures and equipment will be supported by business plans, accompanied by technical assistance to refine and implement inclusive business models and develop 4P joint ventures. GoT has committed to undertaking the required prefeasibility and feasibility studies for the development of 4P joint ventures in the seed and fisheries sectors. Technical Assistance will be provided to support GoT in preparing concept notes and prefeasibility studies for 4P joint ventures, and for scouting for partners and structuring financing arrangements.</p> <p>Access to finance: The risks will be mitigated by: (i) leveraging TADB SCGS and other financial instruments to raise appetite of the financial sector; (ii) Technical assistance to TADB and partner financial institutions specific to targeted value chains, that will incentivize lending to programme beneficiaries and value chains; (iii) linkage of TADB with IFAD NSO private window to raise financial resources specifically targeting targeted value chains; and (iv) specific products will be designed for women and youth coupled with financial literacy training to enhance understanding of and trust in the financial services on offer.</p>		
<b>Technical soundness</b>	<b>S</b>	<b>M</b>
<b>Risk(s):</b> While the Programme has an explicit inclusive food system and value chain focus, there are risks that limited capacities may impact on the implementation of the innovative aspects of the programme, such as the 4Ps joint venture for deep sea fishing.		
<b>Mitigations:</b> The programme will finance technical assistance (TA) in form of 4P advisors/facilitators to support TAFICO and ZAFICO in preparation of 4P concept note and strengthening capacities for negotiating and implementing 4P business models.		
<b>Institutional Capacity for Implementation &amp; Sustainability</b>		
<b>Implementation arrangements</b>	<b>S</b>	<b>M</b>
<b>Risk(s):</b> There are limited skills in gender and social inclusion, value chain and agribusiness, nutrition and postharvest management in the implementing ministries (Agriculture and Livestock and Fisheries) as well as in the implementing organisations to ensure that the Programme is effectively managed and implemented. The districts have limited financial, material and human resources and personnel capacity to undertake their mandates with respect to major areas of this programme (extension services, nutrition, private sector partnership, infrastructure development, community service).		
<b>Mitigations:</b> A Programme Coordination Unit (PCU) will be established and staff recruitment will be done via a competitive process to attract such expertise. The implementation of the Programme will be structured around performance-based contracts. Service providers will be contracted through competitive government procedures and based on renewable performance based service contracts to provide advisory services. As part of the support delivered, service providers will ensure that adequate capacity is built among recipients of their services at various levels including LGAs to guarantee their exit strategy and overall sustainability.		
<b>M&amp;E arrangements</b>	<b>S</b>	<b>M</b>
<b>Risk(s):</b> M&E systems for ASDP II are not functional and fully robust to provide credible information on IFAD core indicators for the different levels of results (output, outcome and impact) as well as programme specific indicators.		



<p><b>Mitigations:</b> The programme logframe include both IFAD and ASDP core indicators for the different levels of results (output, outcome and impact) as well as programme specific indicators. The PMU includes a senior staff responsible for M&amp;E who will develop and put in place robust M&amp;E systems to align with IFAD's Operational Results Management System (ORMS).</p>		
<p><b>Procurement</b></p>		
<p><b>Legal and regulatory framework</b></p>	<p><b>M</b></p>	<p><b>M</b></p>
<p><b>Risk(s):</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- The procurement law is fragmented with many amendments and consequential amendments (circulars) which makes application of the law difficult.</li> <li>- Procurement monitoring received a "D" rating from PEFA, due to the incomplete nature of the procurement information published by the Public Procurement Regulatory Authority (PPRA). Specifically, it was noted that while procurement entities share their annual procurement plans, they also procure goods and services outside of said plans. Additionally, only about 50% of the procuring entities submit their general procurement notices and contract award information.</li> <li>- Procurement methods received a "D" rating from PEFA, due to the lack of available consolidated data concerning the use of non-competitive procurement methods and/or direct purchases for urgent procurements. This leaves a loophole that may be exploited by procuring entities to avoid competitive procurement methods.</li> <li>- Concerning public access to procurement information, the PPRA publishes contract awards and bidding opportunities for only 50% of MDAs (Ministries, Departments &amp; Agencies).</li> </ul>		
<p><b>Mitigations:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- A user manual should be developed to be updated whenever there is an amendment of the Law or a circular to PEs.</li> <li>- AFDP will submit the annual procurement plan after receiving IFAD's No-Objection. The use of IFAD's format for the contract register and its regular update will facilitate the submission of complete contract award information to the PPRA.</li> <li>- All procurements via direct contracting and sole source selection will be subject to IFAD's prior review and No-Objection, as per Section 23 of the IFAD Project Procurement Guidelines.</li> <li>- MDAs (these include government agencies that will partner with AFDP) to submit progressive procurement reports related to AFDP to the Implementing Agency for consolidation and submission to PPRA. This would solve the issue of publication of contract awards. The implementing agency should use its own website to publish bidding documents.</li> </ul>		
<p><b>Accountability and transparency</b></p>	<p><b>M</b></p>	<p><b>M</b></p>
<p><b>Risk(s):</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Transparency International assigned a corruption perception index (CPI) score of 37 to Tanzania, thus falling within the "medium" bracket.</li> <li>- There is only a single level system to handle procurement complaints. In fact, although an independent procurement appeal authority known as the "Public Procurement Appeals Authority" ("PPAA") exists at national level, there is no appeals review panel at the level of the implementing agency.</li> <li>- The Internal Auditor General undertakes a compliance audit on an annual basis. However, not all Procuring Entities are audited. PPRA also undertakes annual audits, but on a sample basis. There is a risk that AFDP might not be audited.</li> </ul>		
<p><b>Mitigations:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- IFAD prior review thresholds will take into account the CPI score for Tanzania. Additionally, all procurement entities, as well as bidders,</li> </ul>		

<p>suppliers, contractors, consultants and service providers, shall observe the highest standard of ethics during the procurement and execution of contracts financed under IFAD funded Projects, in accordance with paragraph 69 of the Procurement Guidelines. The Revised IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations shall apply to all projects/programmes, vendors and third parties, in addition to the relevant national anticorruption and fraud laws.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- The Procuring Entity should establish a review panel at the level of the implementing agency, which will provide the first level of review for procurement complaints before eventually submitting them to the PPAA.</li> <li>- The appointed external auditor to undertake an annual 'Compliance Audit'.</li> </ul>		
<b>Capability in public procurement</b>	<b>M</b>	<b>L</b>
<p><b>Risk(s):</b> According to the proposed implementation arrangement, the PCU will be embedded within the existing structures of the PMO's office, implying that there will not be a separate procurement management unit (PMU) for AFDP, but rather all procurements will be undertaken by the PMOs PMU. With such an arrangement, there is a risk that there could be delays, and that IFAD procedures could not be adhered to. Since AFDP will be using existing PMO and partner institution structures, the PMU staff may not necessarily have experience in donor-funded public procurement. The same applies to the PMO Tender Board (TB) staff.</p>		
<p><b>Mitigations:</b> A focal person will be appointed within the PMO's PMU, trained in IFAD guidelines, and mandated with the responsibility of ensuring adherence to IFAD procedures and of following up on procurement processes. TB and PMU staff to be trained in IFAD procurement guidelines.</p>		
<b>Public procurement processes</b>	<b>L</b>	<b>L</b>
<p><b>Risk(s):</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- According to the existing Public Procurement Act, procurement methods are consistent with IFAD guidelines, except the provision to use non-competitive methods where no consolidated data is provided related to the use of non- competitive procurement methods and/or direct purchase for urgent procurements. This leaves a loophole that may be exploited by PEs to avoid competitive methods of procurement.</li> <li>- AFDP will have several partners who will be required to prepare separate procurement plans. This may lead to delays.</li> <li>- Procurement plans sometimes do not use effective formats with planned and actual rows across 3 different categories.</li> <li>- Not all procuring entities publicly advertise their contract awards.</li> <li>- Most management meetings are not held and appropriate records are not kept as per contract requirements. Consequently, the contract monitoring system/framework should be strengthened.</li> <li>- The process for resolution of final payment and contract closure is not always clear.</li> <li>- Contracts are not always supervised by independent engineers or a named programme manager.</li> </ul>		
<p><b>Mitigations:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- All procurements via direct contracting and sole source selection will be subject to IFAD's prior review and No-Objection, as per Section 23 of the IFAD Project Procurement Guidelines.</li> <li>- The coordination unit to organize AWPB preparation workshops with partners.</li> <li>- AFDP will employ IFAD's procurement plan template, so as to ensure that all necessary procurement information are captured.</li> <li>- MDAs (these include government Agencies that will partner with AFDP) to submit progressive procurement reports related to AFDP to the Implementing Agency for consolidation and submission to PPRA. This would solve the issue of publication of contract awards. The use of E-procurement (still in the trial stage) will also facilitate the public advertisement of contract awards.</li> </ul>		

<ul style="list-style-type: none"> <li>- The appointed contract manager to schedule meetings with the user department and the PMU to discuss progress of contract execution.</li> <li>- Procuring entities/user departments to timely certify the certificates for contractual works and inappropriate contract close out.</li> <li>- Depending on the complexity of the works, an independent supervising firm will be recruited or if works are not complex, PCU staff can supervise contract execution.</li> <li>- In order to improve contract management and monitoring, contract data will be captured in IFAD's CM tool on ICP.</li> <li>- In an effort to enhance transparency of the procurement process, posting of notices and awards (especially for ICB) will be done through the UNDB/IFAD website.</li> </ul>		
<b>Financial Management</b>		
<b>Organization and staffing</b>	<b>S</b>	<b>M</b>
<p><b>Risk(s):</b> Inadequate staff capabilities, skills and experience in project/programme accounting, donor funds management and on IFAD procedures at PCU.</p> <p>PCU will have Programme's dedicated finance team, while each implementing institutions will designate a Programme accountant within its pool of staff who will handle processing of the Programme's financial transactions and financial reporting to the PCU. The institutions do not have much experience with IFAD Programmes, which may impact on quality of financial reports.</p>		
<p><b>Mitigations:</b> There will competitive recruitment of the finance staff to ensure the staff have the right skills and knowledge. There will be orientation and capacity building training for all the PCU finance team and all the implementing institutions, which will be carried out by IFAD's financial management division (FMD). The objective of the orientation training will be to orient the finance teams with the expected financial management and reporting to IFAD.</p>		
<b>Budgeting</b>	<b>S</b>	<b>M</b>
<p><b>Risk(s):</b> Late inclusion of the AWPB into the national approval process given the loan agreement for the Programme is expected to be signed in January 2021 with an effectiveness date of March 2021, which will be in the course of financial year 2020/21. Over expenditure/ under expenditure on programme activities not properly tracked.</p>		
<p><b>Mitigations:</b> The Government will be required to ensure authorization to incur expenditure/ supplementary budget provision for the Programme for FY 2020/21 is provided immediately after signing of the loan so as to enhance transfers of funds and payments for the initial activities in FY 2020/21. The programme accounting software will include the budget module to track budget utilization. This to be installed right at programme start. Monthly monitoring reports will be prepared regularly to provide opportunity for management oversight.</p> <p>Clear budget guidelines and procedures to be detailed in the PIM to assist the preparation of budgets.</p>		
<b>Funds flow/disbursement arrangements</b>	<b>H</b>	<b>S</b>
<p><b>Risk(s):</b> The new regulatory framework in the country introduced recently reveals a longer disbursement timelines from the Ministry of Finance for all transfers from the Bank of Tanzania and foreseen will affect disbursements timelines to Programme accounts.</p>		
<p><b>Mitigations:</b> To mitigate this risk, the PCU will be required to judiciously monitor cash flow requirements and process any disbursements requests early on time considering the longer turnaround time. The programme will adhere to the liquidity mitigation measures incorporated within IFAD disbursement guidelines relating to submission timelines and thresholds for withdrawal applications. To a great extent use the direct payment method for</p>		

payments above USD 100,000 as provided in IFAD guidelines will be opted where the criteria is met.		
<b>Internal controls</b>	<b>H</b>	<b>S</b>
<b>Risk(s):</b> Lack of adequate delegation of authority within the Finance unit due to limited staff numbers. Failure to justify programme expenditures in implementing districts and provinces, leading to delayed replenishment of the designated account and potential ineligible expenditures.		
<b>Mitigations:</b> The FM manual will detail controls and procedures to be followed in using programme funds. The PCU will perform quarterly reimbursements to implementing agencies to ensure timely replenishment before replenishment to their accounts. Internal Audits will be carried out in line with risks based audit guidelines so as to focus on areas of high risks. The internal auditors will be required to carry out the audit of the Programme at least twice a year.		
<b>Accounting and financial reporting</b>	<b>S</b>	<b>M</b>
<b>Risk(s):</b> The Government is in the process of developing a new accounting system called "mfumo wa malipo serikalini" to replace the old system, which had various inefficiencies. The new system is still in design and testing period and may not incorporate required parameters for IFAD accounting and reporting. Thus the use of the government system poses the following risks. Lack of timely accounting data and reports inadequate record keeping of accounting records. Failure to properly track use of loan proceeds to disbursed to implementers. Failure to produce IFAD –specific reports.		
<b>Mitigations:</b> To mitigate this risk, an off-shelf accounting system will be acquired. PIM to detail reporting and monitoring requirements and rules including on fund disbursement and report requirements to the participating institutions. The PCU will be responsible for coordination and oversight of all financial management processes of the Programme and so will carry out capacity building for all implementing partners to meet IFAD financing guidelines		
<b>External audit</b>	<b>S</b>	<b>M</b>
<b>Risk(s):</b> The key risk is the potential delay in performance of independent and competent audit of programme financial statements leading to possible suspension due to compliance breach. Risk that the audit report will not meet the acceptable standards of IFAD.		
<b>Mitigations:</b> Office of the National Auditor General, the Supreme Audit Institution of Tanzania, has confirmed adequate capacity to undertake the programme annual external audits timely, in line with IFAD guidelines. The programme will proactively engage this Office during the financial year to plan for timely execution of year-end audits.  The standard TOR as contained in the IFAD handbook on Financial Reporting and Auditing will be shared with the programme as a sample upon adequate TOR will be developed by the programme for the programme audit.		
<b>Environment, Social and Climate Impact</b>		
<b>Biodiversity conservation</b>	<b>M</b>	<b>L</b>
<b>Risk(s):</b> The main risk to biodiversity stems from the potential for overfishing in the EEZ, and the risks of bycatch comprising endangered species such as sea turtles, cetaceans (such as dolphins), and sirenians (dugongs). The risk to biodiversity due to fishing operations is therefore considered to be high.  Risks to biodiversity from aquaculture, mariculture and crop seed production are considered to be low and can be mitigated.		

<p><b>Mitigations:</b> These risks will be mitigated through the Programme's support to the review and implementation of the Tuna Fisheries Management Plan (TFMP) in partnerships with SWIOFISH, and The Nature Conservancy in the preparation and development of the Marine Spatial Plan.</p> <p>The TFMP will include specific measures to ensure fishing is carried out in a sustainable manner. In particular, the TFMP will make provisions for the following actions that reduce the risk of overfishing: (i) assessment and monitoring of tuna catches on a regular basis to ensure the stocks remain within sustainable levels. The TMFP ensures that tuna fisheries are managed based on sound scientific data and knowledge; (ii) an effective system of controlling fishing capacity through licensing of fishing vessels and appropriate gears, also to avoid by-catch; (iii) mechanisms for monitoring, control, surveillance and enforcement of fishing regulations to eliminate Illegal, unregulated and unreported (IUU) activities, including on-board observer programs; (iv) mechanisms for sustainable financing of the Tuna management plan through license fee, levy on catches, trust fund etc.; (v) actions for post-harvest management to reduce losses and value addition of fisheries products; (vi) capacity building of local fishery management institutions; and (vii) building synergies and partnerships with regional and international programmes and institutions., such as the Indian Ocean Tuna Commission (IOTC).</p>		
<b>Resource efficiency and pollution prevention</b>	<b>M</b>	<b>L</b>
<p><b>Risk(s):</b> Overall, the risks to resource efficiency and pollution prevention is considered to be medium. Crop seed development will require fields to be irrigated, while aqua-parks will require water for the fish ponds. Water will be sourced from surface water sources or groundwater. These activities will take place mainly in the drier parts of the country, which are somewhat water stressed. There will be some air emissions from agro processing facilities, and dust (from construction activities and harvesting of seed) but these are not expected to be significant emissions.</p>		
<p><b>Mitigations:</b> The technologies to be adopted will be geared towards the efficient use of water, involving water recycling, reuse and/or recovery. Abstraction permits will be required for drawing water from any source, which will also limit the quantity of water that can be used. Aquaculture may result in contamination of water bodies, but effluents can be treated prior to discharge to open water bodies.</p>		
<b>Cultural heritage</b>	<b>L</b>	<b>L</b>
<p><b>Risk(s):</b> There are several historic, cultural and religious sites, in Zanzibar, particularly Unguja and Pemba Islands. The locations of most of these sites are known, and therefore any disturbance to the sites will be avoided. The risk to cultural heritage is therefore considered to be low.</p>		
<p><b>Mitigations:</b> Nonetheless, the environmental and social analysis to be carried out for any interventions will include an assessment of physical cultural resources and cultural heritage, and a chance find procedure will be prepared.</p>		
<b>Indigenous Peoples</b>	<b>NA</b>	<b>NA</b>
<p><b>Risk(s):</b> N/A. There are no indigenous people in the Programme area.</p>		
<p><b>Mitigations:</b> N/A</p>		
<b>Community health and safety</b>	<b>L</b>	<b>L</b>
<p><b>Risk(s):</b> Programme outcomes include improved nutrition status, and promoting alternative livelihoods thereby increasing household income. This has positive implications on household health. This notwithstanding, a few Programme activities may have some risks to the communities. For example risks to the public during construction activities, including SEA.</p>		
<p><b>Mitigations:</b> Mitigation measures can be easily applied to avoid such risks. While gender-based violence and SEA are risks, the Programme also aims</p>		

to empower women and youth, thus mitigating those risks. Therefore the risk to community health and safety is considered to be low.		
<b>Labour and working conditions</b>	<b>L</b>	<b>L</b>
<b>Risk(s):</b> The Programme will not condone forced or child labour, sexual exploitation and abuse, discriminatory and unsafe/unhealthy working conditions for people employed to work on any Programme interventions.		
<b>Mitigations:</b> Labour and working conditions will be closely monitored by the PCU's Environmental and Social Management Specialist, and any non-compliances reported and dealt with immediately.		
<b>Physical and economic resettlement</b>	<b>L</b>	<b>L</b>
<b>Risk(s):</b> Crop seed development and aquaculture will not affect land rights since these interventions involve agricultural technologies, production and value chain development on land belonging to the government or national institutions, or in the case of the aquaculture ponds, will be developed on request from farmers on their own land.		
<b>Mitigations:</b> No physical or economic resettlement is anticipated.		
<b>Greenhouse gas emissions</b>	<b>M</b>	<b>L</b>
<b>Risk(s):</b> The fishing vessels will use diesel fuel, which will contribute to some level of GHG. However, other proposed interventions will not significantly increase GHG emissions. In addition, seaweed farming has potential for carbon sequestration.		
<b>Mitigations:</b> The Programme will promote the use of renewable energy technologies in value chain development, wherever possible. For example, through the use of solar dryers for seaweed and "dagaa" drying, and solar pumps for irrigation.		
<b>Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards</b>	<b>M</b>	<b>L</b>
<b>Risk(s):</b> The programme is expected to be moderately sensitive to climate risks and thus requires integration of climate adaptation and mitigation issues into the enhanced production, distribution and utilisation of quality seeds as well as fisheries and aquaculture development. Tanzania is vulnerable to increased climate variability and climate change over most parts of the country. Increasing temperature were observed notably over highland areas while late rainfall onset and early cessation, decreasing rainfall amount and seasonal shift in rainfall patterns are becoming more common nationwide.		
<b>Mitigations:</b> In order to mitigate and adapt to uncertainties associated with climate variability and change (drought and floods), the AFDP will contribute to the development of appropriate locally-adapted seeds, which are more resilient to climate change, pests and diseases. The Programme will also promote environmental friendly adaptive techniques and technologies in fish catching, processing (e.g. solar dryers) and storage. Infrastructure associated with fisheries and crop seed production and value chains will be designed so as to be climate resilient, taking into consideration factors such as siting, water availability, and renewable energy technologies.		
<b>Stakeholders</b>		
<b>Stakeholder engagement/coordination</b>	<b>M</b>	<b>L</b>
<b>Risk(s):</b> Smallholder farmers and fishers and civil society organisations may show limited interest in contributing to Programme activities and their implementation.		
<b>Mitigations:</b> The establishment of dialogue platforms with multi-stakeholder groups is part of the Programme's strategy for inclusion and participation. AFDP will develop stronger partnerships with farmer organizations and cooperatives, including emerging public-private-producer partnerships (e.g. Agriculture Non-state Actors Forum and Agricultural Council of Tanzania); Financial institutions such as TADB and partner commercial banks accessing		

the Smallholder Farmers Credit Guarantee Scheme under MIVARF); and Civil society (e.g. TASTA MVIWATA, East African Business Council, East Africa Grain Council, etc. Furthermore, different stakeholders' groups will participate in the elaboration of the Annual Workplan and budget (AWPB), the supervision missions and MTR as well as in the various M&E participatory processes.		
<b>Stakeholder grievances</b>	<b>M</b>	<b>L</b>
<b>Risk(s):</b> Beneficiaries, particularly smallholder farmers and fishers may not be aware of their power and mechanisms to lodge complains and grievance and seek redress.		
<b>Mitigations:</b> Grievance and redress mechanisms are presented in the ESMF and SECAP Notes. The Programme will establish a digital platform for collecting beneficiary feedback and complaints, using social media (WhatsApp, Facebook and Twitter).		

The four available ratings are: High (H), Substantial (S), Moderate (M) and low (L)